

Marseille, le 26 avril 2016

**LE COLLECTIF DE DEFENSE DE LA  
POLITIQUE DE LA VILLE A  
MARSEILLE**

**E-mail : [collectifdpvm@gmail.com](mailto:collectifdpvm@gmail.com)**

À l'attention de :

**Madame Arlette FRUCTUS**

**Monsieur Yves ROUSSET**

**Monsieur Dominin RAUSCHER**

**Objet : lettre ouverte du Collectif de Défense de la Politique de la Ville à Marseille**

Madame, Messieurs,

La dernière réunion du Collectif de Défense de la Politique de la Ville (mardi 19 avril dernier), où plus de 30 personnes étaient présentes, a permis de réaffirmer collectivement :

- Un attachement à nos missions et notre responsabilité collective face à la situation très préoccupante des Quartiers Politique de la Ville ;
- Une déception quant au non-respect jusqu'à présent des engagements annoncés au moment du passage à la Métropole pour les salariés du GIP.

Les salariés présents et représentés lors de cette réunion tiennent à exprimer publiquement leurs préoccupations quant au **flou actuel** en matière de gestion des ressources humaines, et leur souhait d'avoir des réponses sincères et claires sur toutes les situations ambiguës que plus aucun obstacle juridique ne saurait aujourd'hui justifier.

A savoir :

- **Le maintien des revenus des salarié-es**, notamment les « primes » compensées à la Ville en heures supplémentaires, reconnaissant les larges amplitudes horaires et la technicité du travail des secrétaires des équipes opérationnelles ;
- **La CDIisation des contrats des personnes ayant 6 ans d'ancienneté dans le groupement et la reconduction des CDD**

- **L'application des obligations légales en matière de reclassement et de licenciement des salarié-es du PRE**, personnel propre du GIP Politique de la Ville ;
- **Le recrutement immédiat des 3 + 5 postes promis depuis décembre dernier**, afin de commencer à pallier à la situation de sous effectifs chronique insupportable pour les équipes depuis 18 mois ;
- **La reconnaissance de tous les types de métiers** au sein du GIP pour que les équipes opérationnelles puissent travailler au plus près du « terrain » [habitants, associations, partenaires institutionnels], et mener un travail de développement territorial s'inscrivant dans une stratégie globale et affichée, sans être cantonnées à des tâches plus administratives ;
- **Un management plus à l'écoute** en matière de ressources humaines, pour travailler dans des conditions de respect mutuel et de climat serein et un traitement égal de tous les agents ;
- **Une refonte complète des modalités de travail et le rétablissement de liens de confiance** entre le Comité Directeur et les agents opérationnels ;
- **Un accompagnement juridique de la structure** dans cette période de transition pour garantir le respect du droit des agents et offrir les conditions les plus favorables possibles ;
- **Un engagement que les salariés seront associés et écoutés** dans la définition d'un projet pour le futur service Politique de la Ville de la Métropole.

Le contexte social est difficile, les associations des quartiers sont très fragilisées et bien seules. Les technicien-nes ne veulent pas être les boucs émissaires des difficultés de mise en œuvre d'une politique de la ville combien nécessaire dans les quartiers en difficulté de Marseille.

Nous avons appris que Madame Arlette FRUCTUS est maintenant vice-présidente de la Métropole, en charge notamment de la Politique de la Ville, après avoir été artisanne de notre transfert de la Ville à la Métropole, et hier comme aujourd'hui Présidente du GIP. Les conditions sont donc aujourd'hui réunies pour répondre rapidement à nos interrogations restées sans réponse ferme depuis plusieurs mois.

Des organisations syndicales ont d'ores et déjà appelé à un mouvement de grève le lundi 2 mai prochain, jour de l'AG du GIP Politique de la Ville.

**Le Collectif DPVM**